



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie  
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Parçay-Meslay, le

12 06 2009

Groupe de subdivisions d'Indre-et-Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire  
Bureau de l'Environnement  
et de l'Urbanisme  
BP 3208  
37925 TOURS CEDEX 9

Michel VUILLOT  
Directeur

Référence : RAPAUTO-06.2009  
Affaire suivie par : Dominique YVON  
dominique.yvon@industrie.gouv.fr  
Tél. 02 47 46 49 21 - Fax : 02 47 44 63 89  
Vérifié par : Maud GOBLET

Objet : Société CYLLAB à SONZAY

Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

I- OBJET DE LA DEMANDE

Par transmission en date du 11 décembre 2008, Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire a adressé au Service de l'inspection des installations classées du Groupe de Subdivisions d'Indre-et-Loire de la DRIRE Centre, pour examen et avis, le dossier des enquêtes publique et administrative relatives à la demande de Monsieur [nom] Directeur de la société CYLLAB dont le siège social est situé sur la Zone Artisanale de "La Sicardière" au lieu-dit "Le Petit Souper" - 37360 SONZAY, visant à augmenter la volumétrie des baignoires de traitements de l'atelier de gravure et de chromage de cylindres métalliques destinés à équiper des machines à imprimer qu'il exploitait à la même adresse au nom de la société HELIOCOLOR.

Le dossier, comprenant notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été adressé à l'inspection des installations classées le 26 mai 2008. Il a été reconnu formellement recevable le 12 juin 2008.

PJ : 1 projet d'arrêté préfectoral  
Copie à : DRIRE - DEISS

Présent  
pour  
l'avenir

Z.A. n°2 Les Ailes  
25-26, rue des Ailes  
37210 Parçay-Meslay  
Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 63 89



## II- OBJET DE LA DEMANDE

### ➤ Nature et volume des activités

	Rubrique	Alinéa	A DC D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume
Installation projetée	2565	2.a	A	Revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique ou chimique	Procédés utilisant des liquides	Volume des cuves de traitement de mise en œuvre	> 1500 l	3000 l
Installation existante	2920	2.b	D	Réfrigération ou compression	Comprimant ou utilisant des fluides non inflammables ou non toxiques	Puissance absorbée	> 50 kW	216 + 11 kW

### ➤ Description de l'établissement

La société CYLLAB est spécialisée dans la gravure et le chromage de cylindres métalliques destinés à équiper des machines à imprimer.

Les installations sont abritées dans 1 bâtiment de 1781 m<sup>2</sup> divisé en plusieurs locaux dont en particulier :

- 1 atelier de production et de contrôle de 957,4 m<sup>2</sup>,
- 1 magasin de réception des cylindres de 97,6 m<sup>2</sup>,
- 1 local d'expédition de 148,3 m<sup>2</sup>.

### ➤ Implantation de l'établissement

Le terrain sur lequel la société CYLLAB est implantée est situé sur la zone artisanale de "La Sicardière" au lieu-dit "Le Petit Souper" à 1,5 km du bourg de SONZAY ; cette zone artisanale, en pleine campagne, est-entourée de champs et de cultures.

Toutefois, 1 habitation se trouve à 35 m de l'établissement (cf. à cet égard le plan d'implantation joint en annexe au présent rapport).

### ➤ Les installations

L'atelier dit de production et de contrôle comportera :

- des bancs de gravure : 2 puis à terme 4,
- 2 cuves de dégraissage des cylindres de volume unitaire de 400 l,
- 2 cuves de chromage des cylindres gravés de volume unitaire 1100 l,
- des rectifieuses des cylindres chromés : 1 puis à terme 2.

### ➤ Cadre administratif de l'instruction

Les installations de la société HELIOCOLOR relevaient de la Déclaration (récépissé de Déclaration du 02/11/2006) au titre de la rubrique N°2565.2.b de la nomenclature des installations classées et ce pour un volume total de bains de traitements de 1400 l.

L'augmentation projetée de la volumétrie totale des bains de traitements de surfaces, de 1400 l à 3000 l, est telle que cette installation relèvera de l'autorisation préfectorale au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement et ce par référence à la rubrique N°2565.2.a de la nomenclature des installations classées. De ce fait, la demande de modification de la Déclaration a fait l'objet de l'instruction prévue dans ce cas par le Code de l'Environnement.

### ➤ Maîtrise d'urbanisation

Le projet de la société CYLLAB se réalisera à l'intérieur même de l'atelier de production dont les murs sont coupe-feu de degré 2 heures.

➤ **PROCEDURE D'INSTRUCTION**

➤ **Enquête publique**

L'enquête publique à laquelle la demande de l'exploitant a été soumise s'est déroulée du 29 septembre au 29 octobre 2008.

Le commissaire enquêteur indique que l'enquête n'a suscité qu'une seule visite de la part d'une habitante de la commune, venue s'informer sur le dossier de l'exploitant, et qui n'a formulé aucune observation.

➤ **Avis du commissaire enquêteur**

Dans ses conclusions, le commissaire enquêteur "estime que :

- l'activité n'émet pas de pollution atmosphérique,
- l'activité consomme peu d'eau du réseau de la commune et que cette eau n'est pas rejetée dans la nature,
- les eaux de rinçage utilisées sont stockées en cuves étanches, collectées et évacuées vers des centres de traitement agréés,
- l'activité ne créera aucun impact sur les eaux souterraines, ainsi que sur la faune et la flore,
- le site n'est pas concerné par le risque inondation,
- le site a une bonne intégration dans le paysage,
- le bruit est non significatif,
- la notice hygiène et sécurité démontre toutes les dispositions établies afin de réduire les risques sur la santé et l'environnement,
- le site n'est pas concerné par une Z.N.I.E.F.F.,
- le site n'aura pas d'impact lié aux déchets, ceux-ci sont triés et stockés dans une zone couverte et les liquides dans des cuves destinées à cet usage. Ils seront éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet. Cyllab tiendra un registre des déchets selon la réglementation en vigueur,
- en cas de cessation d'activités, le site sera remis en état en conformité avec la réglementation en vigueur".

En conséquence de quoi, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve.

➤ **Avis des conseils municipaux**

**Commune de SONZAY**

A l'issue de sa délibération du 13/11/2008, le conseil municipal a émis un avis favorable.

**Commune de SAINT-PATERNE-RACAN**

A l'issue de sa délibération du 23/10/2008, le conseil municipal a émis un avis favorable.

➤ **Avis des services consultés**

**Service régional de l'archéologie de la Direction régionale des affaires culturelles  
Centre - Avis du 21/07/2008**

Ce Service précise que "ce dossier ne donne pas lieu à prescriptions archéologiques" et rappelle que "toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie devra être déclarée sans délai au maire de la commune conformément à l'article L. 531-14 du Code du Patrimoine".

**Service Interministériel de Défense et de Protection Civile - Avis du 08/08/2008**

Absence de remarque.

**Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine d'Indre-et-Loire - Avis du 30/09/2008**

Le SDAP indique que l'installation "est située en dehors de tout espace protégé au titre des sites et des monuments historiques et en dehors du site du Val de Loire inscrit sur la liste du patrimoine mondial" et que "le dossier présenté est trop peu précis pour permettre d'apprécier réellement l'impact de cette installation sur le paysage. Pour pouvoir émettre un avis pertinent sur son insertion dans le paysage et sa composition architecturale, celui-ci devrait être complété par les documents suivants :

- photographies du site dans lequel le projet s'implante (paysage proche et lointain),
- description du traitement des espaces extérieurs (revêtements de sol, des clôtures et des plantations, etc.) en plan et élévation,
- coupe sur le terrain (représentant le relief, la végétation existante et projetée, le gabarit du projet),
- représentation de toutes les façades,
- description des matériaux et de leur teinte.

Toutefois, les documents fournis permettent d'ores et déjà de constater que l'installation aura un impact très fort dans le paysage, contrairement à ce qui est indiqué dans l'étude d'impact (p. 26). En effet, la taille du bâtiment projeté est très importante (35 mètres de large par 61 mètres de long, pas de précision quant à la hauteur des bâtiments). L'importance du volume sera d'autant plus visible que le projet se situe sur un terrain plat entouré de champs cultivés".

**Délégation inter-services de l'eau et de la nature - Avis du 07/10/2008**

Absence de remarque.

**Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Indre-et-Loire - Avis du 23/10/2008**

Au vu de l'étude du service Prévision qui traite essentiellement des questions relatives à l'accessibilité des engins de secours, aux mesures constructives des bâtiments et à la défense incendie, à l'étude de dangers, le SDIS "préconise la recommandation suivante :

- l'établissement a fait l'objet d'une visite le 25 septembre 2008 permettant de mettre en évidence, au regard des risques d'incendie, d'explosion et de pollution, la réalisation de mesures constructives en matière de prévention et de prévision, notamment pour la défense incendie (réserve de 260 m<sup>3</sup> de la communauté de communes à moins de 200 mètres) et pour la rétention des eaux d'extinction".

Est annexé à l'avis du SDIS une copie de la lettre adressée à l'exploitant le 09/10/2008. Cette lettre précise que "la visite a permis d'évaluer les risques et les mesures de prévention prises dans l'entreprise. Le quantitatif d'eau nécessaire à la défense incendie de ce risque est évalué sur la base de 957 m<sup>2</sup> de surface non recoupée par un mur coupe-feu de degré 2 heures. Ainsi après calcul, et compte tenu du faible potentiel calorifique présent dans la zone production, le besoin en eau est estimé à 60 m<sup>3</sup>/h soit 120 m<sup>3</sup> pour deux heures. Ce risque est donc couvert par le poteau incendie situé à l'entrée de l'entreprise et par la réserve de 260 m<sup>3</sup> de la zone située le long de la route départementale n°766.

Toutefois, afin d'optimiser l'utilisation de la réserve et de réduire la distance entre le point d'eau et le bâtiment, il est nécessaire d'aménager au sud de cette dernière un accès présentant les caractéristiques suivantes :

- largeur minimum de la voie 3 mètres,
- force portante du chemin calculée pour un véhicule de 16 tonnes,
- aire d'aspiration de 8 m x 4 m, signalée par un panneau "Réserve Incendie" à son accès et au niveau de l'aire d'aspiration.

Enfin, la conception du bâtiment assure une rétention des eaux d'extinction évaluée à 120 m<sup>3</sup>. Néanmoins, afin d'éviter les risques de pollution, il est recommandé de placer une vanne de barrage sur le réseau d'eau pluvial en amont de la réserve artificielle et garantir ainsi la rétention du site. Celle-ci devra être signalée par un panneau "vanne de barrage".

## Direction régionale de l'environnement CENTRE - Avis du 24/10/2008

Dans son avis, la Diren rappelle que "ce projet est lié aux installations de la société SOFACYL, qui produit sur le même site des cylindres d'impression. Les activités de la société SOFACYL à Sonzay ont fait l'objet d'un avis de la DIREN daté du 10 juillet 2008, dans le cadre de la procédure d'autorisation ICPE. L'examen de l'étude d'impact au projet CYLLAB soulève les mêmes problématiques que celles signalées dans l'avis du 10 juillet 2008. Par conséquent, vu l'interdépendance des deux établissements, il est tout à fait opportun de privilégier une approche intégrée des enjeux environnementaux du site et de rechercher des solutions globales.

### . Gestion des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'un incendie

Les eaux pluviales sont collectées et déversées sans traitement dans une mare. Or, ces eaux sont susceptibles d'être polluées dans des circonstances accidentelles (déversement accidentel de substances ou entraînement par les eaux d'extinction d'un incendie). En effet, la société CYLLAB utilise des substances toxiques, en particulier le trioxyde de chrome, qui présente un danger pour l'environnement d'après la directive sur les substances dangereuses 67/548/EEC (elle est jugée très toxique et pouvant entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique). De même, la société SOFACYL stocke des matières dangereuses pour l'environnement (cf. liste en page 4 de l'étude de dangers du dossier ICPE de cette société).

Pour prévenir tout risque de pollution de la mare par des substances dangereuses en cas de déversement accidentel ou d'incendie, il est indispensable d'aménager un dispositif de rétention sur le réseau d'eaux pluviales, de manière à confiner les eaux susceptibles d'être contaminées, afin de les analyser. La recherche d'une solution commune aux deux établissements (Cyllab et Sofacyl) paraît opportune.

La mise en place d'un tel dispositif permettra de se conformer à l'article 8 de l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces, qui énonce :

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

### . Périmètre de protection du captage d'eau potable

La procédure de DUP instituant les périmètres de protection du captage communal est en cours (p. 21). Aucun élément sur ce sujet ne figure au dossier (ni la position du forage, ni les prescriptions éventuelles proposées par l'hydrogéologue agréé). La prudence conseillerait de prendre contact avec l'hydrogéologue agréé en charge du rapport, afin d'anticiper sur les prescriptions éventuelles qui affecteraient la parcelle, voire le projet.

### . Intégration dans le paysage

L'usine doit être construite à quelques dizaines de mètres d'habitations et de la RD 766. La vision de l'installation depuis ces points n'est pas exposée et les mesures d'intégration paysagère sont très peu détaillées (les plantations annoncées page 26 ne sont pas localisées sur le plan de masse). Des précisions doivent être apportées à ce sujet.

En conclusion et sans préjuger des observations complémentaires du service départemental de police de l'eau, la Diren émet un avis favorable au projet sous réserve :

- de précisions sur la compatibilité avec le captage AEP et sur l'intégration paysagère de l'usine ;
- de l'aménagement d'un bassin de rétention des eaux de voirie et des eaux d'extinction d'un incendie, conformément à l'article 8 de l'arrêté du 30 juin 2006".

**Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales - Avis du 24/10/2008**

Cette Direction indique que "l'examen du dossier appelle les observations suivantes :

- en ce qui concerne le bruit et les émissions atmosphériques, le service Santé-Environnement demande à être destinataire d'une copie des études prévues lorsque l'atelier sera en service,
- en ce qui concerne l'assainissement des eaux domestiques, il convient de respecter les modalités de l'arrêté du 22/06/2007 (relatif aux dispositifs d'assainissement non collectifs recevant une charge brute organique de 1,2 kg DBO<sub>5</sub>/jour, correspondant à 20 équivalents-habitant),
- en ce qui concerne les risques sur la santé, toutes les précautions devront être prises pour respecter la réglementation en vigueur et ne pas provoquer d'effets sur la santé à court, moyen et long terme".

Sous réserve que les observations précédentes soient prises en compte, cette Direction "émet un avis favorable à l'autorisation sollicitée".

**Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle  
d'Indre-et-Loire - Avis du 30/10/2008**

Absence d'observation.

**Direction départementale de l'Équipement d'Indre-et-Loire - Avis du 12/11/2008**

La DDE précise que "le développement envisagé, en particulier de cette activité, nécessite un accroissement de la capacité de chromage.

Le site est situé en zone UC du PLU de la commune de Sonzay approuvé le 1<sup>er</sup> octobre 2007. Cette zone, déjà urbanisée, est destinée à recevoir des activités industrielles, artisanales, commerciales et de services supplémentaires et complémentaires aux installations existantes. La société Cyllab est donc en conformité avec les occupations du sol autorisées par le règlement d'urbanisme. L'exploitant devra actualiser son document qui fait référence au POS précédent qui n'est plus en vigueur.

L'environnement proche de l'entreprise Cyllab est constitué de la société Sofacyl qui est un de ses fournisseurs, de plusieurs champs cultivés, mais aussi d'habitations dont 2 sont dans un périmètre très proche (35 m) puis quelques unes plus éloignées à une centaine de mètres. Pourtant, l'exploitant évoque uniquement dans son dossier la présence de la ferme Tartifume implantée à 250 m de l'installation. Ce manquement peut devenir préjudiciable dans l'analyse des impacts et des nuisances sur le voisinage immédiat.

La faune et la flore présentes sur le secteur d'étude ne possèdent pas d'intérêt écologique particulier.

Il existe 4 ZNIEFF sur le territoire communal, mais la plus proche (*Landes du Bois de la Motte*) reste en dehors du secteur étudié.

Il est indiqué dans l'étude d'impact que des aménagements paysagers sont prévus : des plantations d'arbres, de bosquets et de l'engazonnement conformément au plan masse joint. Cependant, le plan masse fourni dans l'étude ne présente que peu d'éléments corroborant ce projet. Aussi, l'exploitant ne doit pas s'exempter des aménagements énoncés qui constituent également une des exigences du PLU pour toute construction de ce type.

Le trafic généré par l'activité de Cyllab est estimé à 40 camions par semaine. Il est en outre précisé dans le résumé de l'étude d'impact que le trafic des camions entrant et sortant sera réduit. Il serait intéressant que l'exploitant explique de quelle façon et en référence à quelles données.

Le chapitre traitant du bruit indique que des dispositions sont prises pour éloigner des habitations les éventuelles sources de bruit et que des mesures sonométriques seront réalisées en limite de propriété après la mise en activité de l'installation. Il aurait été plus pertinent d'élaborer une simulation avant fonctionnement qui aurait, le cas échéant, conclu à des mesures constructives ou organisationnelles nécessaires pour se conformer à la réglementation eu égard à la proximité des habitations riveraines (35 et 100 m).

Les réseaux des eaux usées et des eaux pluviales ont été étudiés. Il apparaît toutefois une interrogation quant à la présence d'une vanne d'isolation en aval du "circuit d'épandage" situé en exutoire de la fosse toutes eaux (cf. plan de masse). Quel rôle peut-il jouer dans une telle configuration ?

Les eaux pluviales sont collectées dans un fossé périphérique à l'établissement puis sont dirigées vers une mare que l'exploitant situe à une centaine de mètres derrière le bâtiment et qu'il aurait dû dessiner sur le plan au 1/1000<sup>e</sup>. Rien de tel n'est renseigné dans le dossier. Par ailleurs, en cas de ruissellement des eaux d'extinction d'incendie une vanne de barrage a été réclamée par le SDIS pour éviter une diffusion de la pollution en cas de débordement des cuves de rétention des produits dangereux. Ces éléments du dispositif d'assainissement ne sont mentionnés sur aucun plan. De plus, pour être efficace et le plus étanche possible vis-à-vis de pollutions accidentelles, il faudrait non seulement imperméabiliser la mare exutoire mais également les fossés collecteurs en amont".

En conséquence de quoi cette Direction "réserve son avis à la fourniture d'éléments répondant aux interrogations citées précédemment : d'une part les implantations paysagères, d'autre part la signification de la "réduction" du trafic, et enfin le mode de fonctionnement du système d'assainissement des eaux usées et eaux pluviales, assorti, pour ce dernier réseau, des garanties d'étanchéité en cas de pollution chronique ou accidentelle".

**Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle  
d'Indre-et-Loire - Avis du 30/10/2008**

Absence d'observation.

➤ **Réponses apportées par l'industriel**

Le 24/02/2009, nous avons communiqué à l'exploitant copie des avis exprimés par le SDAP, la Dren, la DDE et lui avons demandé de fournir un mémoire en réponse.

L'Inspection des Installations Classées a reçu le mémoire de l'exploitant le 18/03/2009 ; il a ensuite été communiqué, le 09/04/2009, aux Services de l'Etat concernés à qui il a été demandé de faire savoir à l'inspection des installations classées, avant fin avril 2009, s'il répondait à leur attente.

Dans son mémoire en date du 13/03/2009, l'exploitant indique notamment que :

1- Observations du SDAP :

Le volet paysager du permis de construire (n°3724906B0014) a été respecté.

2- Observations de la Dren

/ Eaux pluviales

Les eaux de pluie sont constituées très essentiellement des eaux de toiture, qui ne sont pas susceptibles d'être polluées. La surface de zones extérieures, sur laquelle n'est pratiqué aucun dépôtage ni aucun stockage, ne justifie pas la mise en place d'un bassin de rétention des eaux de voiries. Le risque de pollution est donc extrêmement limité.

#### / Eaux d'extinction d'un incendie

La visite (en date du 25 septembre) puis le rapport (en date du 23 octobre) du SDIS, ont mis en évidence, "au regard des risques d'incendie, d'explosion et de pollution, la réalisation de mesures constructives en matière de prévention et de prévision, notamment pour la défense incendie (réserve de 260 m<sup>3</sup> de la communauté de communes à moins de 200 m) et pour la rétention des eaux d'extinction".

En outre, est prévue, en commun avec l'entreprise voisine Sofacyl, l'installation d'une vanne d'isolation en entrée de la réserve de la communauté de communes. Cette vanne sera fermée en cas d'incendie.

#### / Périmètre de protection du captage d'eau potable

Les paragraphes précédents concernant les eaux permettent de conclure qu'il n'y a aucun risque d'incompatibilité avec un captage de type AEP.

### 3- Observations de la DDE

#### / Réduction du trafic

Par la phrase "le trafic de camions entrant et sortant de l'usine sera réduit", nous avons voulu signifier que le trafic ne sera pas important (un maximum de 40 camions par semaine), comparé au trafic de la départementale au bord de laquelle se situe l'usine (3000 véhicules par jour selon la DDE).

#### / Eaux usées

Aucun produit du processus de production n'est susceptible de venir polluer les eaux usées, qui sont donc exclusivement sanitaires.

Consécutivement :

- la DDE, dans son avis complémentaire en date du 29/04/2009, indique que "le mémoire en réponse de l'exploitant en date du 13 mars 2009 satisfait aux interrogations qui subsistaient". Elle émet, de ce fait, un avis favorable à la demande formulée par la société CYLLAB.
- La Diren, dans son avis complémentaire en date du 07/05/2009, indique que l'examen des réponses fournies par la société CYLLAB l'amène à formuler les remarques suivantes :
  - . Intégration paysagère

Le pétitionnaire se contente de répondre que le volet paysager du permis de construire a été respecté, sans apporter de réponse aux questions soulevées. Cependant, après observation du site à l'aide de photographies aériennes du site Géoportail, on constate que des bosquets existants en dehors du site devraient permettre de filtrer les vues depuis la RD 766. De ce fait, la Diren dit lever ses réserves sur ce point.

#### . Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

La société CYLLAB indique prévoir, en commun avec la société SOFACYL, l'installation d'une vanne d'isolement en amont de la mare servant de réserve incendie. Cette disposition est satisfaisante, à condition que la vanne soit bien située en amont de tout milieu perméable (fossé ou mare).

En conclusion, la Diren émet un "avis favorable" à ce projet sous réserve que soit prescrit dans l'arrêté d'autorisation la mise en place d'un dispositif d'isolement du réseau en amont du fossé et de la mare, permettant le confinement des eaux susceptibles d'être polluées dans un réseau étanche".



➤ **MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

➤ **Dispositions retenues en référence au dossier déposé par le pétitionnaire**

**Mesures prises ou envisagées pour supprimer, limiter et si possible compenser les inconvénients**

Les cylindres métalliques, préalablement métallisés (dépôt de Cuivre) à l'extérieur de l'établissement sont traités (dégraissage et décapage) puis chromés dans différents bains afin de résister à l'abrasion. Après chaque opération, la pollution entraînée est éliminée par immersion des cylindres dans une cuve dite de rinçage.

Les bains concentrés se dégradent au cours du temps et les effluents de rinçage se concentrent en polluants. De tels bains, dès lors qu'ils sont usés ont vocation soit à être traités dans une station interne de détoxification soit à être traités comme des déchets.

CYLLAB stockera les bains concentrés et les effluents de rinçage usés dans 2 cuves de 13000 l (26000 l au total). Puis ces effluents usés seront pompés par une société spécialisée, évacués et enfin traités comme des déchets dans des installations dûment autorisées pour ce faire. La traçabilité de l'opération étant assurée grâce aux Bordereaux de Suivi de Déchets.

Les cuves de traitements et de stockage des bains usés qui contiennent des produits dangereux sont protégées par une cuvette de rétention, étanche, équipée, en point bas, d'une alarme de niveau.

Les cuves contenant les produits de traitements seront placées sur rétention dont le volume sera égal au volume de la cuve à protéger.

Les 2 cuves de stockage des bains concentrés et des effluents de rinçage usés de 13 m<sup>3</sup>, qui seront installées dans le local d'expédition, seront protégées par une rétention de 20 m<sup>3</sup> (volume de fait compatible avec les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux ateliers de traitements de surfaces, lequel stipule notamment que :

"Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés").

Les produits qui seront utilisés pour la préparation des bains de traitements : au maximum 210 l (en bidons de 30 l) d'acide sulfurique concentré, 2 cuves de 1000 l d'acide sulfurique dilué et 400 l d'acide chromique dilué seront stockés dans un local dédié en rétention de 3,3 m<sup>3</sup>.

**Mesures propres à réduire la probabilité et les effets des accidents**

Seul l'acide chromique est classé T+ (Très Toxique), tous les autres produits sont classés C (Corrosif), Xi (Irritant), Xn (Nocif). L'étude des effets toxiques, réalisée par l'APAVE, jointe au dossier, montre cependant qu'en cas d'incendie, il n'y aurait "aucun effet à hauteur d'homme pour des expositions de 30 minutes".

En cas de sinistre affectant les installations de traitements de surfaces, les eaux d'incendie seraient, selon les conclusions de l'étude des dangers, confinées dans les rétentions associées à l'atelier de traitements de surfaces et au local d'expédition. Le SDIS précise à ce propos que "la conception du bâtiment assure une rétention des eaux d'extinction évaluée à 120 m<sup>3</sup>" (correspondant à un arrosage de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures).

L'atelier de traitements de surfaces est construit en murs coupe-feu de degré 2 heures. De plus, le bâtiment est équipé sur 2% de la surface de la toiture de dispositifs de désenfumage à commande automatique et manuelle.

L'étude des effets thermiques, réalisée par l'APAVE, jointe au dossier, montre qu'il n'y aurait, en cas d'incendie, "aucun effet sur l'homme au niveau du sol en raison de la présence de murs coupe-feu".

➤ **Dispositions retenues en relation avec la procédure d'instruction**

Le dossier de l'exploitant concerne essentiellement l'atelier de traitements de surfaces des cylindres métalliques d'imprimerie dont le volume total des bains de traitements passera de 1400 l à 3000 l.

A cet égard, le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport reprend l'ensemble des exigences introduites par l'arrêté ministériel du 30/06/2006.

➤ **AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

L'enquête publique à laquelle la demande de Monsieur CHECROUN, Directeur de la société CYLLAB, visant à augmenter, dans l'atelier existant, la volumétrie des installations de traitements de surfaces des métaux, a donné lieu, n'a pas fait l'objet d'observation.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable.

Le conseil municipal de ST-PATERNE-RACAN a émis un avis favorable. Nous n'avons pas eu connaissance de l'éventuel avis du conseil municipal de SONZAY à l'issue de l'enquête publique.

Les Services consultés dans le cadre de la procédure administrative ont tous émis un avis favorable ou sans observation. Les remarques exprimées par la Diren, la DDE et le SDAP, ont été prises en compte par l'exploitant.

Dans ces conditions, considérant ce qui précède et en particulier l'ensemble des dispositions que l'exploitant a prises ou qu'il se propose de prendre dans le cadre de sa demande, l'inspection des installations classées est favorable à la demande de Monsieur CHECROUN, Directeur de la société CYLLAB.

L'avis, favorable, de l'inspection des installations classées est cependant conditionné par le respect du projet de prescriptions techniques joint au présent rapport. Ce projet transpose notamment l'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ; il reprend en particulier la réserve évoquée par la Diren en ce qui concerne la prévention des pollutions accidentelles des eaux. Pour ce faire, et afin de compléter les moyens déjà existants, nous sommes d'avis qu'il convient, en effet, d'implanter à l'entrée du fossé de réception des eaux pluviales un dispositif d'obturation permettant de protéger la réserve d'eau d'incendie mais également de confiner les écoulements susceptibles de résulter d'un accident de transport.

➤ **CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

En application de l'article R. 512-25 du décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et modifiant certaines autres dispositions de ce code, le présent rapport ainsi que les propositions du service de l'Inspection des Installations Classées concernant les prescriptions techniques envisagées seront présentés au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'inspecteur des installations classées

  
Dominique YVON

Vu et transmis avec avis conforme,  
A monsieur le préfet d'Indre-et-Loire,  
Pour le directeur et par délégation,

Le Chef du Groupe de Subdivisions d'Indre-et-Loire

Olivier ROCHE 